

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1908.

Proposition de loi relative au payement de l'indemnité des miliciens et des volontaires du contingent.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice alloue au militaire une indemnité mensuelle qui varie suivant la catégorie à laquelle il appartient.

Cette indemnité est de 25 ou 30 fr. pour le milicien, de 30 fr. pour le volontaire du contingent et de 35 fr. pour le volontaire de carrière.

Elle est intégralement acquise au militaire si celui-ci n'a ni père, ni mère, ni ascendant, ni femme, ni enfant, en un mot, s'il est sans famille directe.

La proposition de loi a surtout en vue le soldat milicien ou volontaire du contingent qui se trouve dans le cas spécifié ci-dessus.

L'indemnité n'est pas mise immédiatement à la disposition de ce militaire, ni en tout, ni en partie. Elle est versée à la Caisse générale d'épargne et portée à un livret ouvert au nom du militaire. Les sommes portées au livret ne peuvent, sauf les exceptions autorisées par le Gouvernement, être retirées que cinq ans après l'expiration du service effectif normal.

S'il s'agit, au contraire, d'un volontaire de carrière, une part de l'indemnité peut être mise à sa disposition et, en outre, les sommes portées au livret peuvent être retirées, dans certaines conditions, avant l'époque indiquée ci-dessus.

L'objet principal de la proposition de loi est de rendre ces dernières dispositions applicables au soldat milicien ou volontaire du contingent sans famille directe, aux fins notamment de mettre immédiatement à sa disposition une certaine quotité de l'indemnité.

Pour le surplus, la proposition tend à rendre les mêmes dispositions applicables aux soldats miliciens ou volontaires du contingent qui sont veuf avec enfant, sans autre famille directe, et à ceux qu'il convient d'assimiler aux militaires sans famille directe.

Pour préciser la portée de la proposition, il faut examiner la situa-

tion, au regard de la loi du 21 mars 1902, du soldat milicien ou volontaire du contingent qui a de la famille directe : père, mère, ascendant ou femme.

Le § 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 21 mars 1902 fixe l'indemnité due à raison du service personnel du milicien, ainsi que l'indemnité due au volontaire du contingent.

Le § 3 du même article stipule que sur cette indemnité il est prélevé, s'il y a lieu, une somme de 15 fr. par mois, laquelle est payée aux personnes désignées par l'article 2 de la loi du 5 avril 1875 (1).

Ces personnes sont : les père et mère du milicien, ou le survivant ; à défaut du père et de la mère, les ascendants ou le survivant ; si le milicien est marié, sa femme.

Le § 4 du même article 1^{er} de la loi du 21 mars 1902 vise les cas où, par l'effet du § 3, le prélèvement devrait être opéré au profit des parents ou ascendants qui auraient abandonné le militaire ou qui auraient été condamnés pour crime. Dans ce cas, le prélèvement n'est opéré que du consentement du militaire.

Le § 5 du même article vise le cas où les personnes désignées par l'article 2 de la loi du 5 avril 1875 n'existent pas : c'est-à-dire le cas où le militaire n'a ni père, ni mère, ni ascendant, ni femme.

Dans ce cas le prélèvement peut être opéré en faveur de certaines personnes à la demande du militaire.

Enfin l'article 4 § 1^{er} dispose comme suit :

Le montant de l'indemnité prévue par le § 1 de l'article 1^{er}, déduction faite de la somme prélevée en exécution du § 3 ou du § 5 du même article, est versé à la caisse générale d'épargne et porté à un livret ouvert au nom du militaire.

Les sommes portées au livret ne peuvent, sauf les exceptions autorisées par le Gouvernement, être retirées que cinq ans après l'expiration du service effectif normal.

Ce sont ces dispositions de l'article 4 § 1^{er} qu'il s'agit de modifier.

Les développements qui précèdent, ont pour but de faire comprendre la proposition de loi et d'en préciser la portée.

Nous allons maintenant la justifier.

La loi du 21 mars 1902 ne fait point de distinction, quant à la liquidation de la rémunération, au profit du milicien, entre celui qui a conservé ses parents ou ses grands-parents et celui qui a perdu ses auteurs,

Cependant, la situation de l'un n'est pas comparable à celle de l'autre.

(1) Loi du 5 avril 1875, article 2. — Pendant la durée du service actuel normal et effectif, (il sera payé) aux père et mère du milicien présent sous les armes, ou au survivant, (une indemnité de 10 francs par mois) : à défaut du père et de la mère, (l'indemnité sera payée) aux ascendants ou au survivant. Si le milicien est marié, l'indemnité (sera payée) à la femme.

N. B. — Les dispositions entre parenthèses () sont implicitement abrogées.

La loi du 21 mars 1902 ne prévoit plus au profit des personnes désignées à l'article 2 qu'un prélèvement éventuel sur l'indemnité qu'elle alloue directement aux militaires.

Lorsque les parents ou les ascendants sont en vie, ils reçoivent une partie de la rémunération, ce qui leur permet de venir en aide au milicien en cas de besoin et aussi de lui remettre de temps en temps quelques deniers de poche.

Mais il n'en est pas ainsi lorsque les parents et les ascendants font défaut.

Tout au plus le milicien peut-il provoquer la liquidation d'une partie de sa rémunération au profit de certaines personnes, dans les circonstances spécifiées par l'article 1^{er}, § 5, de la loi.

En dehors de ces circonstances, la rémunération est intangible pour le milicien, et celui-ci, à moins d'avoir quelque fortune, n'a d'autre ressource que sa solde, au moyen de laquelle il ne peut se suffire.

Le milicien sans famille, doit, tout comme celui qui a ses parents, prendre quatre mois de congé pendant son service actif, sous peine d'être traité par ses camarades, de mauvais soldat, exploiteur de l'administration, etc...

Or, où peut-il passer son congé, n'ayant point de foyer?

Dans bien des cas, il est obligé de chercher asile chez des étrangers qui consentent à lui fournir gratuitement ou à crédit le logement et la nourriture, et, par la force des choses, il s'adresse de préférence à des personnes disposées en outre à lui faire des avances d'argent, pour les besoins de sa tenue civile, de sa toilette et de ses menues dépenses.

Ce n'est encore là qu'un demi-mal si le milicien a la chance de pouvoir s'arranger avec des personnes honnêtes; mais il lui arrive d'avoir affaire à des gens peu scrupuleux, qui ne lui donnent l'hospitalité que par esprit de lucre, et qui ont soin de grossir la note pour le jour où il touchera la forte somme à provenir du produit accumulé de sa rémunération.

L'exposé qui précède justifie suffisamment la nécessité de mettre à la disposition du milicien sans parents ni ascendant, une partie de sa rémunération pendant son service même, pour lui permettre de faire face à certaines dépenses qu'il ne peut couvrir au moyen de sa solde.

D'autre part, l'octroi au milicien orphelin, d'une partie de sa rémunération à l'expiration du service actif est justifié par les considérations suivantes :

Bien souvent ce milicien a dû, en entrant à l'armée, abandonner un métier qu'il ne possédait pas à fond.

Pendant son séjour à la caserne, il a complètement perdu de vue les progrès et perfectionnements qui se sont produits dans ce métier et, son service terminé, il parvient difficilement à se placer; alors, s'il n'a pas quelque argent à sa disposition, il se trouve sans moyens d'existence où obligé de recourir à l'emprunt.

Dans cet ordre d'idées, il serait à souhaiter que des cours professionnels pratiques fussent institués pour les miliciens sous les drapeaux, avec obligation pour eux de les fréquenter.

La proposition s'inspire de cette pensée fondamentale d'accorder aux militaires orphelins et sans famille les mêmes avantages qu'aux autres.

F. HELLINCKX.

PROPOSITION DE LOI

relative au paiement de l'indemnité des miliciens et des volontaires du contingent.

ARTICLE UNIQUE.

Le chapitre IV de la loi du 21 mars 1902 apportant des modifications aux lois sur la milice et sur la rémunération des miliciens est modifié comme suit :

CHAPITRE IV.

Les articles 1 à 4 de la loi du 30 juin 1896 sont abrogés et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 1. § 1. L'indemnité due à raison du service personnel des miliciens, dans les cas prévus par la loi du 5 avril 1875, est fixée à 25 francs par mois pour les troupes à pied et à 30 francs pour les troupes montées.

Celle due aux volontaires du contingent est fixée uniformément à 30 fr. par mois.

§ 2. Une indemnité de 35 francs par mois de service actif est allouée à partir de l'âge de 18 ans, aux volontaires de carrière.

§ 3. Sur l'indemnité prévue par les paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, il est prélevé, s'il y a lieu, une somme de quinze francs par mois, laquelle est payée aux personnes désignées par l'article 2 de la loi du 5 avril 1875.

Si le militaire est veuf avec enfant, cette somme est payée à la personne qui a la charge de l'enfant.

WETSVOORSTEL

betreffende de betaling van de vergelding der miliciens en der vrijwilligers van het contingent.

EENIG ARTIKEL.

Hoofdstuk IV der wet van 21 Maart 1902, wijzigende de wetten op de militie en op de vergelding der miliciens, wordt gewijzigd als volgt :

HOOFDSTUK IV.

De artikelen 1 tot 4 der wet van 30 Juni 1896 worden ingetrokken en door de navolgende bepalingen vervangen :

Art. 1, § 1. De vergoeding verschuldigd wegens den persoonlijken dienst van de miliciens, in de gevallen voorzien bij de wet van 5 April 1875, wordt bepaald op 25 frank per maand voor de troepen te voet en op 30 frank voor de bereden troepen.

Degene, die is verschuldigd aan de vrijwilligers van het contingent, wordt gelijkelijk bepaald op 30 frank per maand.

§ 2. Eene vergoeding van 35 frank per maand werkelijken dienst wordt, te rekenen van den leeftijd van 18 jaar, verleend aan de vrijwilligers van beroep.

§ 3. Op de vergoeding voorzien bij de §§ 1 en 2 van dit artikel wordt, indien daartoe redenen zijn, eene som van vijftien frank per maand genomen om te worden uitbetaald aan de personen aangeduid in artikel 2 der wet van 5 April 1875.

Indien de soldaat weduwnaar is met kind, wordt deze som betaald aan den persoon die het kind verzorgt.

§ 4. Le prélèvement prévu par le paragraphe 5 du présent article n'est pas opéré, si ce n'est du consentement exprès du militaire intéressé, au profit des parents ou ascendants qui l'auraient abandonné ou qui auraient été condamnés pour crime.

§ 5. A défaut des personnes désignées par l'article 2 de la loi du 5 avril 1875, le prélèvement prévu par le § 3 du présent article pourra, à la demande écrite du militaire, être opérée au profit de ses frères ou sœurs âgés de moins de 18 ans ou au profit de la personne désignée dans cette demande, qui aurait recueilli le militaire ou aurait pris soin de lui pendant cinq ans au moins.

Art. 2. — Une indemnité de 35 francs par mois est allouée aux militaires engagés de toutes les catégories : miliciens, remplaçants, volontaires avec prime, volontaires du contingent et volontaires de carrière.

Cette indemnité est portée à 40 francs pour les caporaux et brigadiers, à 50 fr. pour les sous-officiers.

Un arrêté royal détermine les militaires qui ont droit à l'indemnité par assimilation aux caporaux, aux brigadiers et aux sous-officiers.

Art. 3. — Les militaires qui sont rappelés sous les armes pour la mobilisation de l'armée ou dans les circonstances spéciales prévues à l'article 87 de la loi sur la milice, reçoivent l'indemnité mensuelle qui leur était allouée pendant leur service effectif.

Si le militaire rappelé est père de famille, qu'il soit rémunéré ou non, il reçoit une indemnité de 50 centimes par enfant et par jour, sans que cette indemnité supplémentaire puisse dépasser 1 franc par jour. Elle est payée à l'épouse ou à la personne qui a la charge de l'enfant.

§ 4. De afhouding voorzien bij § 3 van dit artikel wordt niet gedaan, dan met uitdrukkelijke toestemming van den erbij belanghebbenden soldaat, ten bate van de ouders of de bloedverwanten in opgaande linie die hem hebben verlaten of die wegens misdaad veroordeeld zijn geweest.

§ 5. Bij ontstentenis van de personen, bij artikel 2 der wet van 5 April 1875 aangeduid, kan, op schriftelijk verzoek van den militair, de afhouding, bij § 3 van dit artikel voorzien, worden gedaan ten bate van zijne broeders of zusters beneden de 18 jaar of ten bate van den in dat verzoek aangeduiden persoon die den militair bij zich hield of er gedurende ten minste vijf jaar voor zorgde.

Art. 2. — Eene vergoeding van 35 frank per maand wordt toegekend aan de op nieuw dienstmennende soldaten van alle soorten : miliciens, plaatsvervangers, vrijwilligers met premie, vrijwilligers van het contingent en vrijwilligers van beroep.

Deze vergoeding wordt op 40 frank gebracht voor de korporalen en brigadiers, op 50 frank voor de onderofficieren.

Een koninklijk besluit bepaalt welke soldaten recht hebben op de vergoeding, bij gelijkstelling met de korporalen, de brigadiers en de onderofficieren.

Art. 3. — De soldaten die weder onder de wapens worden geroepen voor de mobilisatie van het leger of in de bijzondere omstandigheden voorzien bij artikel 87 van de wet op de milicie, trekken de maandelijksche vergoeding die hun werd verleend gedurende hunnen werkelijken dienst.

Indien de wederopgeroepen militair een huisvader is, die al of niet eene vergoeding geniet, trekt hij eene vergoeding van 50 centiemen per kind en per dag, zonder dat deze bijvergoeding meer moge bedragen dan 1 frank per dag. Zij wordt betaald aan de echtgenoot of aan den persoon die het kind verzorgt.

Art. 4, § 1^{er}. Le montant de l'indemnité prévue par le paragraphe 1^{er} de l'art 1^{er}, déduction faite de la somme prélevée en exécution du paragraphe 3 ou du paragraphe 5 du même article, est versé à la Caisse générale d'épargne et porté à un livret ouvert au nom du militaire.

Il est fait exception aux dispositions précédentes du présent article dans les cas visés aux paragraphes 3 et 5 de l'article 1^{er}.

Pour ces cas, un arrêté royal détermine la part qui, après déduction de la somme prélevée en exécution du paragraphe 3 ou du paragraphe 5 de l'article 1^{er}, est mise à la disposition du militaire; le surplus est versé à la Caisse d'épargne et porté sur un livret ouvert au nom du militaire. Le même arrêté détermine les conditions dans lesquelles les sommes portées au livret pourront être retirées.

Les sommes portées au livret ne peuvent, sauf les exceptions autorisées par le Gouvernement, être retirées que cinq ans après l'expiration du service effectif normal.

§ 2. En ce qui concerne l'indemnité prévue par le paragraphe 2 de l'art. 1^{er}, un arrêté royal détermine la part qui, après déduction de la somme prélevée en exécution du paragraphe 3 ou du paragraphe 5 du même article, peut être mise à la disposition du militaire; le surplus est versé à la Caisse d'épargne et porté sur un livret ouvert au nom du militaire. Le même arrêté détermine les conditions dans lesquelles les sommes portées au livret pourront être retirées.

§ 3. Les dispositions du paragraphe 2 sont applicables, sauf ce qui concerne le prélèvement, à l'indemnité prévue à l'article 2.

§ 4. Jusqu'à l'époque où elles peuvent être retirées les sommes versées à la Caisse d'épargne en exécution du présent article sont incessibles et insaisissables.

§ 5. Un arrêté royal détermine les cas dans lesquels le militaire peut être privé de l'indemnité par mesure pénale.

Art. 4, § 1. Het bedrag der vergoeding, voorzien bij § 1 van artikel 1, wordt, na aftrek van de som genomen krachtens § 3 of § 5 van hetzelfde artikel, gestort in de Spaarkas en ingeschreven op een boekje op naam van den militair.

In de gevallen bedoeld bij de §§ 3 en 5 van artikel 1, wordt afgeweken van de voorgaande bepalingen van dit artikel.

Voor die gevallen bepaalt een koninklijk besluit het aandeel dat, na afhouding van de som afgetrokken uit kracht van § 3 of van § 5 van artikel 1, ter beschikking van den militair wordt gesteld; wat er overschiet wordt in de Spaarkas gestort en ingeschreven in een boekje op naam van den militair. Hetzelfde besluit bepaalt onder welke voorwaarden de op het boekje gebrachte sommen mogen teruggenomen worden.

De op dit boekje ingeschreven sommen mogen, behoudens de door de Regeering toegelaten uitzonderingen, maar worden opgetrokken vijf jaar na verloop van den gewonen werkelijken dienst.

§ 2. Wat betreft de vergoeding voorzien bij § 2 van artikel 1, bepaalt een koninklijk besluit het aandeel dat, na aftrek van de som genomen krachtens § 3 of § 5 van hetzelfde artikel, ter beschikking van den soldaat kan worden gesteld; wat er overschiet wordt in de Spaarkas gestort en ingeschreven op een boekje op naam van den soldaat. Hetzelfde besluit bepaalt onder welke voorwaarden de op het boekje gebrachte sommen mogen teruggenomen worden.

§ 3. De bepalingen van § 2 zijn, behoudens hetgeen de afhouding betreft, toepasselijk op de vergoeding voorzien bij artikel 2.

§ 4. Tot op het tijdstip dat zij mogen teruggenomen worden, zijn de krachtens dit artikel in de Spaarkas gestorte sommen onafstaanbaar en onaantastbaar.

§ 5. Een koninklijk besluit bepaalt de gevallen in welke, bij strafmaatregel, de soldaat van de vergoeding kan worden beroofd.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 APRIL 1908.

Wetsvoorstel betreffende de betaling van de vergelding der miliciens en der vrijwilligers van het contingent.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 21 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie kent den militair eene maandelijksche vergoeding toe, die verschilt naar gelang van de klasse waartoe hij behoort.

Deze vergoeding bedraagt 25 of 30 frank voor den milicien, 30 frank voor den vrijwilliger van het contingent en 35 frank voor den vrijwilliger van beroep.

Zij hoort in haar geheel den militair toe, zoo deze geen vader, moeder, bloedverwant in de opgaande lijn, vrouw of kind heeft, kortom, zoo hij geene rechtstreeksche familie bezit.

Het wetsvoorstel beoogt vooral den soldaat milicien of vrijwilliger van het contingent, die verkeert in het hierboven omschreven geval.

De vergoeding wordt niet onmiddellijk, noch in haar geheel, noch gedeeltelijk ter beschikking van dien militair gesteld. Zij wordt gestort in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas en ingeschreven op een spaarboekje op naam van den militair. De sommen, op het spaarboekje gebracht, kunnen, behalve de uitzonderingen door de Regeering toegestaan, eerst worden opgetrokken vijf jaren na verloop van den gewonen werkelijken dienst.

Is het daarentegen een vrijwilliger van beroep, dan kan een deel van de vergoeding te zijner beschikking worden gesteld, en daarenboven kunnen de sommen, op het spaarboekje ingeschreven, worden teruggenomen onder sommige omstandigheden voordat het hierboven bepaald tijdsverloop is verstreken.

Het wetsvoorstel heeft hoofdzakelijk ten doel, deze laatste bepalingen toepasselijk te maken op den soldaat milicien of vrijwilliger van het contingent, die geene rechtstreeksche familie heeft, ten einde een zeker deel van de vergoeding onmiddellijk te zijner beschikking te stellen.

Voor 't overige wil het voorstel dezelfde bepalingen toepasselijk maken op den soldaat, milicien of vrijwilliger van het contingent, die weduwnaar is met kind, zonder andere rechtstreeksche familie, en op al wie behoort gelijkgesteld te worden met den militair zonder rechtstreeksche familie.

Om de strekking van het voorstel duidelijk te bepalen, dient te worden

onderzocht, met het oog op de wet van 21 Maart 1902, de toestand van den soldaat, milicien of vrijwilliger van het contingent, die rechtstreeksche familie heeft: vader, moeder, bloedverwant in de opgaande lijn of vrouw.

§ 1 van artikel 1 der wet van 21 Maart 1902 bepaalt de vergoeding verschuldigd wegens den persoonlijken dienst van den milicien, alsmede de vergoeding verschuldigd aan den vrijwilliger van het contingent.

§ 5 van hetzelfde artikel bepaalt dat op die vergoeding, indien daartoe redenen zijn, eene som van 15 frank per maand wordt genomen om te worden uitbetaald aan de personen aangeduid in artikel 2 der wet van 5 April 1875 (1).

Deze personen zijn: de vader en moeder van den milicien, of de overlevende; bij ontstentenis van vader of moeder, de bloedverwanten in de opgaande lijn of de overlevende; indien de milicien is gehuwd, zijne vrouw.

§ 4 van hetzelfde 1^o der wet van 21 Maart 1902 beoogt de gevallen waarin, door het uitwerksel van § 3, de afhouding moet geschieden ten bate der ouders of bloedverwanten in de opgaande lijn die den militair zouden verlaten hebben of die zijn veroordeeld wegens misdaad. In dat geval geschiedt de afhouding slechts met toestemming van den militair.

§ 5 van hetzelfde artikel bedoelt het geval waarin de personen, aangeduid onder artikel 2 der wet van 5 April 1875 niet bestaan, 't is te zeggen ingeval de militair noch vader, moeder, bloedverwant in de opgaande lijn of vrouw heeft.

In dit geval, kan de afhouding geschieden ten bate van zekere personen, op aanvraag van den militair.

Eindelijk, artikel 4, § 1, bepaalt het volgende:

« Het bedrag der vergoeding voorzien bij § 1 van artikel 1, na aftrek van de som genomen krachtens § 3 of § 5 van hetzelfde artikel, wordt gestort in de Spaarkas en ingeschreven op een boekje op naam van den militair.

» De op dit boekje ingeschrevene sommen mogen, behoudens de door de Regeering toegelaten uitzonderingen, eerst worden opgetrokken vijf jaar na verloop van den gewonen werkelijken dienst ».

't Zijn deze bepalingen van artikel 4, § 1, welke dienen gewijzigd te worden.

Bovenstaande toelichting strekt om het wetsvoorstel te verklaren en zijne strekking te verduidelijken.

Thans zullen wij het rechtvaardigen.

De wet van 21 Maart 1902 maakt, voor de uitbetaling van de vergelding

(1) Wet van 5 April 1875. Art. 2. — Tijdens den duur van den normalen en wezenlijken werkdadigen dienst, « zal » er aan den vader en de moeder van den onder de wapens aanwezigen militiaan, of aan den overlevende, (eene vergoeding betaald worden van 10 frank per maand); bij ontstentenis van den vader of van de moeder (zal de vergoeding betaald worden) aan de grootouders of aan den overlevende. Indien de militiaan getrouwd is, zal de vergoeding aan de vrouw betaald worden.

N. B. — De bepalingen tusschen haakjes () werden stilzwijgenderwijs afgeschaft.

De wet van 21 Maart 1902 voorziet ten bate van de personen aangeduid onder artikel 2, nog slechts eene mogelijke afhouding van de vergoeding die zij rechtstreeks aan de militairen toekent.

ten bate van den milicien, geen onderscheid tusschen hem die nog zijne ouders of grootouders bezit en hem die ze heeft verloren.

De toestand van den eenen is nochtans niet te vergelijken met dien van den anderen.

Zijn de ouders of de bloedverwanten in de opgaande lijn nog in leven, dan trekken zij een deel van de vergelding, wat hun veroorlooft den milicien ter hulp te komen ingeval van nood en ook hem nu en dan wat zakgeld te bezorgen.

Doch dat is niet het geval, wanneer er ouders noch bloedverwanten in de opgaande lijn bestaan.

De milicien kan ten hoogste de uitbetaling van een deel zijner vergelding erlangen, ten bate van sommige personen, onder de omstandigheden opgegeven in artikel 1, § 5, der wet.

Buiten deze omstandigheden, kan de vergelding niet worden verkregen door den milicien, en zoo deze niet enig fortuin bezit, heeft hij over niets anders te beschikken dan over zijne soldij, waarvan hij niet kan leven.

De milicien, die geene familie heeft, moet evenals hij die zijne ouders bezit, vier maanden verlof nemen tijdens zijn werkelijken dienst, zooniet wordt hij door zijne krijgsmakkers uitgescholden voor slecht soldaat, « opvreter van het Gouvernement », enz.

En waar kan hij zijn verlof doorbrengen, zoo hij geen thuis heeft ?

In vele gevallen moet hij gaan inwonen bij vreemdelingen, die hem kosteloos of op krediet herbergen, en gedwongen door de omstandigheden, wendt hij zich bij voorkeur tot personen die hem daarenboven geld willen voorschieten voor zijne burgerkleeding, zijn toilet en zijne kleine uitgaven.

Dat ware nog niet het ergste, indien de milicien terecht komt bij eerlijke lieden ; maar hij kan ook te doen hebben met weinig nauwgezette personen, die hem slechts herbergen uit winstbejag en hem de rekening peperen tegen den dag dat hij geheel zijne vergelding trekt.

Uit bovenstaande toelichting blijkt ten overvloede, dat het noodig is den milicien, die ouders noch bloedverwanten heeft, te laten beschikken over een deel van zijne vergelding gedurende zijnen dienstdienst, opdat hij sommige uitgaven kunne bestrijden waarvoor zijne soldij ontoereikend is.

Anderdeels is het toekennen van een deel der vergoeding, na den werkelijken dienstdienst, aan den verweesden milicien gebillijkt om de volgende redenen :

Vaak moest die milicien, toen hij bij 't leger kwam, afzien van een ambacht dat hij nog niet grondig kende.

Onder dienst zijnde, verneemt hij niets van den vooruitgang in zijn bedrijf en na zijne ontslaging vindt hij moeilijk werk. Beschikt hij dan niet over wat geld, dan heeft hij geene middelen van bestaan en moet geld ontleenen.

Dit zoo zijnde, ware het wenschelijk dat er practische beroepsleergangen tot stand kwamen voor de miliciens onder de wapens, met verplichting ze te volgen.

Het voorstel gaat uit van deze grondgedachte, dat aan verweesde miliciens zonder familie dezelfde voordeelen worden geschonken als aan de andere.

F. HELLINCKX.

PROPOSITION DE LOI

relative au paiement de l'indemnité des miliciens et des volontaires du contingent.

ARTICLE UNIQUE.

Le chapitre IV de la loi du 21 mars 1902 apportant des modifications aux lois sur la milice et sur la rémunération des miliciens est modifié comme suit :

CHAPITRE IV.

Les articles 1 à 4 de la loi du 30 juin 1896 sont abrogés et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 1. § 1. L'indemnité due à raison du service personnel des miliciens, dans les cas prévus par la loi du 5 avril 1875, est fixée à 25 francs par mois pour les troupes à pied et à 30 francs pour les troupes montées.

Celle due aux volontaires du contingent est fixée uniformément à 30 fr. par mois.

§ 2. Une indemnité de 35 francs par mois de service actif est allouée à partir de l'âge de 18 ans, aux volontaires de carrière.

§ 3. Sur l'indemnité prévue par les paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, il est prélevé, s'il y a lieu, une somme de quinze francs par mois, laquelle est payée aux personnes désignées par l'article 2 de la loi du 5 avril 1875.

Si le militaire est veuf avec enfant, cette somme est payée à la personne qui a la charge de l'enfant.

WETSVOORSTEL

betreffende de betaling van de vergelding der miliciens en der vrijwilligers van het contingent.

EENIG ARTIKEL.

Hoofdstuk IV der wet van 21 Maart 1902, wijzigende de wetten op de militie en op de vergelding der miliciens, wordt gewijzigd als volgt :

HOOFDSTUK IV.

De artikelen 1 tot 4 der wet van 30 Juni 1896 worden ingetrokken en door de navolgende bepalingen vervangen :

Art. 1, § 1. De vergoeding verschuldigd wegens den persoonlijken dienst van de miliciens, in de gevallen voorzien bij de wet van 5 April 1875, wordt bepaald op 25 frank per maand voor de troepen te voet en op 30 frank voor de bereden troepen.

Degene, die is verschuldigd aan de vrijwilligers van het contingent, wordt gelijkelijk bepaald op 30 frank per maand.

§ 2. Eene vergoeding van 35 frank per maand werkelijken dienst wordt, te rekenen van den leeftijd van 18 jaar, verleend aan de vrijwilligers van beroep.

§ 3. Op de vergoeding voorzien bij de §§ 1 en 2 van dit artikel wordt, indien daartoe redenen zijn, eene som van vijftien frank per maand genomen om te worden uitbetaald aan de personen aangeduid in artikel 2 der wet van 5 April 1875.

Indien de soldaat weduwnaar is met kind, wordt deze som betaald aan den persoon die het kind verzorgt.

§ 4. Le prélèvement prévu par le paragraphe 5 du présent article n'est pas opéré, si ce n'est du consentement exprès du militaire intéressé, au profit des parents ou ascendants qui l'auraient abandonné ou qui auraient été condamnés pour crime.

§ 5. A défaut des personnes désignées par l'article 2 de la loi du 5 avril 1875, le prélèvement prévu par le § 3 du présent article pourra, à la demande écrite du militaire, être opérée au profit de ses frères ou sœurs âgés de moins de 18 ans ou au profit de la personne désignée dans cette demande, qui aurait recueilli le militaire ou aurait pris soin de lui pendant cinq ans au moins.

Art. 2. — Une indemnité de 35 francs par mois est allouée aux militaires engagés de toutes les catégories : miliciens, remplaçants, volontaires avec prime, volontaires du contingent et volontaires de carrière.

Cette indemnité est portée à 40 francs pour les caporaux et brigadiers, à 50 fr. pour les sous-officiers.

Un arrêté royal détermine les militaires qui ont droit à l'indemnité par assimilation aux caporaux, aux brigadiers et aux sous-officiers.

Art. 3. — Les militaires qui sont rappelés sous les armes pour la mobilisation de l'armée ou dans les circonstances spéciales prévues à l'article 87 de la loi sur la milice, reçoivent l'indemnité mensuelle qui leur était allouée pendant leur service effectif.

Si le militaire rappelé est père de famille, qu'il soit rémunéré ou non, il reçoit une indemnité de 50 centimes par enfant et par jour, sans que cette indemnité supplémentaire puisse dépasser 1 franc par jour. Elle est payée à l'épouse ou à la personne qui a la charge de l'enfant.

§ 4. De afhouding voorzien bij § 3 van dit artikel wordt niet gedaan, dan met uitdrukkelijke toestemming van den erbij belanghebbenden soldaat, ten bate van de ouders of de bloedverwanten in opgaande linie die hem hebben verlaten of die wegens misdaad veroordeeld zijn geweest.

§ 5. Bij ontstentenis van de personen, bij artikel 2 der wet van 5 April 1875 aangeduid, kan, op schriftelijk verzoek van den militair, de afhouding, bij § 3 van dit artikel voorzien, worden gedaan ten bate van zijne broeders of zusters beneden de 18 jaar of ten bate van den in dat verzoek aangeduiden persoon die den militair bij zich hield of er gedurende ten minste vijf jaar voor zorgde.

Art. 2. — Eene vergoeding van 35 frank per maand wordt toegekend aan de opnieuw dienstmennende soldaten van alle soorten : miliciens, plaatsvervangers, vrijwilligers met premie, vrijwilligers van het contingent en vrijwilligers van beroep.

Deze vergoeding wordt op 40 frank gebracht voor de korporalen en brigadiers, op 50 frank voor de onderofficieren.

Een koninklijk besluit bepaalt welke soldaten recht hebben op de vergoeding, bij gelijkstelling met de korporalen, de brigadiers en de onderofficieren.

Art. 3. — De soldaten die weder onder de wapens worden geroepen voor de mobilisatie van het leger of in de bijzondere omstandigheden voorzien bij artikel 87 van de wet op de milicie, trekken de maandelijksche vergoeding die hun werd verleend gedurende hunnen werkelijken dienst.

Indien de wederopgeroepen militair een huisvader is, die al of niet eene vergelding geniet, trekt hij eene vergoeding van 50 centiemen per kind en per dag, zonder dat deze bijvergoeding meer moge bedragen dan 1 frank per dag. Zij wordt betaald aan de echtgenoot of aan den persoon die het kind verzorgt.

Art. 4, § 1^{er}. Le montant de l'indemnité prévue par le paragraphe 1^{er} de l'art 1^{er}, déduction faite de la somme prélevée en exécution du paragraphe 3 ou du paragraphe 5 du même article, est versé à la Caisse générale d'épargne et porté à un livret ouvert au nom du militaire.

Il est fait exception aux dispositions précédentes du présent article dans les cas visés aux paragraphes 3 et 5 de l'article 1^{er}.

Pour ces cas, un arrêté royal détermine la part qui, après déduction de la somme prélevée en exécution du paragraphe 3 ou du paragraphe 5 de l'article 1^{er}, est mise à la disposition du militaire; le surplus est versé à la Caisse d'épargne et porté sur un livret ouvert au nom du militaire. Le même arrêté détermine les conditions dans lesquelles les sommes portées au livret pourront être retirées.

Les sommes portées au livret ne peuvent, sauf les exceptions autorisées par le Gouvernement, être retirées que cinq ans après l'expiration du service effectif normal.

§ 2. En ce qui concerne l'indemnité prévue par le paragraphe 2 de l'art. 1^{er}, un arrêté royal détermine la part qui, après déduction de la somme prélevée en exécution du paragraphe 3 ou du paragraphe 5 du même article, peut être mise à la disposition du militaire; le surplus est versé à la Caisse d'épargne et porté sur un livret ouvert au nom du militaire. Le même arrêté détermine les conditions dans lesquelles les sommes portées au livret pourront être retirées.

§ 3. Les dispositions du paragraphe 2 sont applicables, sauf ce qui concerne le prélèvement, à l'indemnité prévue à l'article 2.

§ 4. Jusqu'à l'époque où elles peuvent être retirées les sommes versées à la Caisse d'épargne en exécution du présent article sont incessibles et insaisissables.

§ 5. Un arrêté royal détermine les cas dans lesquels le militaire peut être privé de l'indemnité par mesure pénale.

Art. 4, § 1. Het bedrag der vergoeding, voorzien bij § 1 van artikel 1, wordt, na aftrek van de som genomen krachtens § 3 of § 5 van hetzelfde artikel, gestort in de Spaarkas en ingeschreven op een boekje op naam van den militair.

In de gevallen bedoeld bij de §§ 3 en 5 van artikel 1, wordt afgeweken van de voorgaande bepalingen van dit artikel.

Voor die gevallen bepaalt een koninklijk besluit het aandeel dat, na afhouding van de som afgetrokken uit kracht van § 3 of van § 5 van artikel 1, ter beschikking van den militair wordt gesteld; wat er overschiet wordt in de Spaarkas gestort en ingeschreven in een boekje op naam van den militair. Hetzelfde besluit bepaalt onder welke voorwaarden de op het boekje gebrachte sommen mogen teruggenomen worden.

De op dit boekje ingeschreven sommen mogen, behoudens de door de Regering toegelaten uitzonderingen, maar worden opgetrokken vijf jaar na verloop van den gewonen werkelijken dienst.

§ 2. Wat betreft de vergoeding voorzien bij § 2 van artikel 1, bepaalt een koninklijk besluit het aandeel dat, na aftrek van de som genomen krachtens § 3 of § 5 van hetzelfde artikel, ter beschikking van den soldaat kan worden gesteld; wat er overschiet wordt in de Spaarkas gestort en ingeschreven op een boekje op naam van den soldaat. Hetzelfde besluit bepaalt onder welke voorwaarden de op het boekje gebrachte sommen mogen teruggenomen worden.

§ 3. De bepalingen van § 2 zijn, behoudens hetgeen de afhouding betreft, toepasselijk op de vergoeding voorzien bij artikel 2.

§ 4. Tot op het tijdstip dat zij mogen teruggenomen worden, zijn de krachtens dit artikel in de Spaarkas gestorte sommen onafstaanbaar en onaantastbaar.

§ 5. Een koninklijk besluit bepaalt de gevallen in welke, bij strafmaatregel, de soldaat van de vergoeding kan worden beroofd.